



Devant Bercy, Attac dénonce les multinationales biberonnées aux aides publiques

Agir avec Attac 5 mai 2026

Ce mardi 5 mai à 8h sur le parvis du ministère de l'Économie et des Finances, une vingtaine d'activistes d'Attac ont déposé des marionnettes de patrons de multinationales en forme de bébés « biberonnés » aux aides publiques.

Par cette mise en scène, qui illustre la dépendance des grands groupes à l'argent public, Attac dénonce un système d'aides publiques opaque, inefficace, sans contrôle ni contreparties, au bénéfice des multinationales.



Ce mardi 5 mai, une vingtaine d'activistes d'Attac ont installé, face au ministère de l'Économie et des Finances, une crèche accompagnée d'une banderole sur laquelle on pouvait lire : « Des milliards d'aides publiques pour les multinationales : stop au

biberonnage ».

Pendant qu'une partie des activistes déployaient la banderole, une dizaine d'entre eux ont mis en place des marionnettes à l'effigie des patrons de TotalEnergies, Sanofi, LVMH, Lactalis et STMicroelectronics. Ces multinationales, largement soutenues par l'argent public, sont pourtant impliquées dans des pratiques d'évasion fiscale, dans la destruction de l'environnement et dans l'affaiblissement des droits sociaux.

Au centre, un biberon géant symbolise leur dépendance à l'argent public : un système qui nourrit les plus riches au détriment de l'intérêt général. Installée face au ministère de l'Économie et des Finances cette mise en scène dénonce Bercy comme le maître d'œuvre d'un système d'aides publiques massif, opaque et sans contreparties.

Pour Raphaël Pradeau, porte-parole d'Attac : « Aujourd'hui, 211 milliards d'euros d'argent public sont distribués chaque année sans contrôle, évaluation ou conditionnalité. Ce système profite en priorité aux multinationales, qui mobilisent des moyens considérables pour capter ces aides. Le crédit d'impôt recherche (CIR) en est un symbole. Les économistes s'accordent pour dire qu'il n'a pas entraîné d'accroissement de la R&D ni de créations d'emplois scientifiques. Par exemple, Sanofi reçoit des millions d'euros de CIR tout en licenciant des chercheurs. Par contre, c'est un levier majeur d'optimisation fiscale qui représente un manque à gagner de 6 milliards d'euros par an pour les caisses de l'État ».

Youlie Yamamoto, porte-parole d'Attac, ajoute : « Les multinationales délocalisent, échappent à l'impôt, polluent et bafouent les droits humains. Elles sont à l'avant-garde de la marchandisation délétère du monde. Elles ne sont pas seulement des acteurs économiques, elles sont aussi des acteurs politiques qui influencent les règles du jeu de la course au moins disant social et environnemental. Et tout cela se fait aux frais du contribuable ! Des milliards d'argent public leur sont versés chaque année, au nom de l'emploi, de l'innovation ou de la transition écologique... sans contrepartie réelle, sans contrôle efficace, et sans être inquiétées pour leurs pratiques. »

Ce que nous défendons

À travers sa campagne, Attac exige de reprendre le contrôle sur les 211 milliards d'euros d'aides publiques aux grandes entreprises. Nous exigeons la transparence totale d'un système aujourd'hui opaque, la refonte ou la suppression de dispositifs injustes et inefficaces, un réel contrôle et l'arrêt immédiat des aides publiques aux entreprises qui bafouent les droits et détruisent la planète et nos vies.

Depuis plusieurs années, des études et enquêtes, y compris du Sénat, montrent que ce système dysfonctionne. Passons à l'action ! Dans les prochaines semaines, Attac va notamment se mobiliser pour exiger que pas un euro d'aides publiques ne soit versé aux

multinationales qui pratiquent l'évasion fiscale.

Vous pouvez également signer la pétition pour taxer les super-profits pétroliers : alors que la population subit de plein fouet la hausse des prix des carburants, Total et les multinationales des énergies fossiles dégagent des bénéfices faramineux. Il est urgent de mettre à contribution ces multinationales qui évitent l'impôt, pour financer les urgences sociales et écologiques !

[Je signe la pétition](#)

Rejoignez le combat pour la justice fiscale, soutenez Attac !

Nos ressources proviennent à 90% de vos **dons** et **adhésions**. Nous avons besoin de vous pour poursuivre et amplifier nos actions partout en France et pour développer en toute indépendance notre expertise citoyenne.

[Je fais un don](#)

[Je passe à l'Attac](#)
